

La production d'un sujet-femme adapté au développement. Le cas de la recherche féministe aux Philippines

Colette St-Hilaire

Volume 20, numéro 1, 1996

Savoirs et gouvernementalité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/015396ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/015396ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

St-Hilaire, C. (1996). La production d'un sujet-femme adapté au développement. Le cas de la recherche féministe aux Philippines. *Anthropologie et Sociétés*, 20(1), 81–102. <https://doi.org/10.7202/015396ar>

Résumé de l'article

La production d'un sujet-femme adapté au développement. Le cas de la recherche féministe aux Philippines

Depuis les années 1970, on assiste aux Philippines à une véritable prolifération des discours sur les femmes et le développement. En même temps, les rouages administratifs de l'intégration des femmes au développement apparaissent : Commission des femmes, Plan de développement pour les femmes, autant de canaux par lesquels les luttes des femmes s'inscrivent dans une dynamique de gestion. En s'appuyant sur l'étude de deux projets financés par le Canada, cet article analyse un effet imprévisible de la production de discours sur l'intégration des femmes au développement : la constitution d'un domaine de savoir/pouvoir et, en corollaire, l'apparition d'une nouvelle tendance, celle de la gestion sociale des femmes dans le dispositif du développement.

Mots clés : St-Hilaire, féminisme, femmes et développement, savoir/pouvoir, Foucault, Philippines

LA PRODUCTION D'UN SUJET-FEMME ADAPTÉ AU DÉVELOPPEMENT

Le cas de la recherche féministe
aux Philippines*

Colette St-Hilaire



Depuis les années 1970, les théories, les études, les projets et les organismes voués à l'intégration des femmes des pays du Tiers-Monde dans le développement économique et social de leur pays se sont multipliés, au point d'être institutionnalisés dans un ensemble de discours et de pratiques désigné par l'expression « intégration des femmes au développement » (IFD). Les Philippines ne sont pas demeurées en marge de cette tendance : des femmes philippines ont officiellement participé aux conférences des Nations Unies sur les femmes, et le gouvernement philippin a mis sur pied une Commission des femmes dès 1975¹. Plus important encore, le mouvement des femmes a connu un essor remarquable dans ce pays au cours des années 1970 et 1980 et les recherches qui ont été menées sur les femmes et le développement ne se comptent plus.

Une figure de la femme philippine, objet et sujet de ces discours et de ces pratiques a ainsi été construite : on l'observe, on l'interroge, on mesure ses comportements et on multiplie à son endroit les interventions dites « de développement ». Les femmes philippines ont-elles gagné à ce qu'on s'intéresse ainsi à leur participation au développement de leur pays ? Mes recherches (St-Hilaire 1995) suggèrent que l'approche « IFD » a contribué à la constitution d'un domaine de savoir/pouvoir qui ouvre la voie à une nouvelle tendance, celle de la gestion sociale des femmes dans le monde du développement international. Autrement dit, il se pourrait que la reproduction des rapports sociaux, qui s'est longtemps nourrie de l'invisibilité des femmes, passe maintenant par la production de « sujets-femmes » visibles et par la mobilisation politique des femmes dans le développement. En ce sens, le savoir féministe, à travers ses contributions à l'approche « IFD », aura eu des effets imprévisibles, voire pervers.

Cette position suppose une conception particulière du développement : au lieu de le considérer comme un objectif souhaitable, non encore atteint, je le concevrai

* Ce texte est basé sur une recherche effectuée aux Philippines en 1989-1990. Mon travail a reçu l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

1. Je passe sous silence les motivations de certains acteurs politiques de cette période. Imelda Marcos notamment.

comme un *dispositif*², c'est-à-dire un ensemble de discours, d'institutions, de pratiques et de procédures à partir desquels les individus et les collectivités sont constitués, d'une part, en objets sur lesquels il est possible d'intervenir et, d'autre part, en sujets pouvant éventuellement se gérer eux-mêmes selon les termes du développement.

Il est facile de démontrer que le développement recouvre un champ très vaste de discours. Mais quel statut accorder à ces discours ? Ne sont-ils qu'une enveloppe vide ou possèdent-ils une quelconque réalité ? Latouche (1988) voit dans le concept de développement une explosion de l'imaginaire social, une mystification, un spectacle. Le développement apparaît en effet souvent comme le condensé de tous nos désirs : on l'imagine autocentré, communautaire, féministe, équitable, durable. Perrot (1988), pour sa part, considère le discours du développement comme une couverture et un écran : un discours qui légitime les opérations faites en son nom et qui dissimule ainsi la diversité du réel.

Cette image du développement comme mystification s'appuie parfois sur la conception selon laquelle tout discours est une simple représentation, vraie ou fausse, du réel ; le discours du développement masquerait alors la réalité du développement. Mais cette réalité existe-t-elle vraiment indépendamment de ces discours ? Ces derniers sont-ils vraiment extérieurs à « la » réalité ? Comme l'écrit Bruyère-Rieder :

Mais les mots ne servent pas uniquement d'intermédiaire entre le réel, tel qu'il est perçu et compris par chaque collectivité, et les hommes. Ils ne sont pas neutres, c'est-à-dire transposables tels quels dans une autre langue ; ils délimitent également les contours du réel, mettent en évidence certaines de ses figures, laissent dans l'ombre quelques-unes de ses composantes, opèrent une structuration particulière de l'espace et du temps, ordonnent les regards, hiérarchisent les valeurs, systématisent l'empirie [...].

Bruyère-Rieder 1986 : 119

L'auteure évoque ici le pouvoir des mots, la productivité du discours. Loin d'être un simple voile déposé sur le réel, le discours du développement le construit, structurant par la « description » qu'il en fait les actions de ceux-là mêmes qui lui résistent. Le pouvoir de ce discours lui vient, entre autres, de ce qu'il est fait non seulement d'énonçable, mais aussi de visible (l'expression est de Deleuze). Escobar (1987) décrit très bien le processus de construction de cette visibilité. Il explique comment un ensemble de techniques, de stratégies, de pratiques organise, contrôle et gère la production, la validation et la diffusion du savoir expert sur le développement et sur les populations visées par ses interventions. Il montre comment le développement apparaît sous les traits de l'ingénieur, de la nutritionniste, de ceux et celles qui font la promotion de la santé, sous la forme de grilles, de procédures, de règles, etc.

2. Le concept de dispositif est emprunté à Michel Foucault. Arturo Escobar (1987) a été le premier à utiliser le concept de dispositif dans l'analyse du développement.

Le développement est bel et bien fait de discours, d'institutions, de pratiques. Il est fait d'énonçable et de visible qui, si nous suivons Foucault, s'enchevêtrent dans des rapports de pouvoir. Plus encore, dans le développement, y compris dans le champ « femmes et développement », des sujets apparaissent, définis dans les discours, construits dans les pratiques. Ce sont les femmes du Tiers-Monde, les mères utilisatrices de contraceptifs, les enfants sous-alimentés de catégorie x, les femmes chefs de micro-entreprises, etc. Ces sujets en arrivent à se définir eux-mêmes dans les termes du développement, à s'inscrire dans les rapports de pouvoir qui organisent l'énonçable et le visible.

Ce sont ces effets de pouvoir produits par le dispositif de développement qui m'intéressent, en particulier la production de subjectivité. Dans cette optique, au lieu de centrer mes recherches sur les ratés d'un développement qui aurait oublié les femmes, j'ai choisi d'étudier la productivité du dispositif à travers l'examen des effets de pouvoir engendrés par la multiplication des études et des pratiques sur les femmes et le développement aux Philippines³ (St-Hilaire 1995). Cet article fait état des principaux résultats de cette étude.

La recherche féministe et la construction d'un sujet-femme adaptable au développement

En 1975, alors que débute l'année internationale de la femme, la journaliste Carmen Guerrero Napkil décrit ainsi la femme philippine :

Il y a toujours eu trois hommes dans sa vie : son ancêtre asiatique, le prêtre espagnol et l'Américain. Et comme la *Darling* de Tchekhov, elle est habitée par tous les hommes qu'elle a connus. Peut-être la *Filipina* finira-t-elle un jour par se cristalliser en une personnalité pure, calme, symétrique, aux traits définis et prévisibles. [...] Mais ce jour-là, la femme philippine aura perdu son imprévisibilité infinie, ses revirements inattendus, sa personnalité multiple, qui la rendent à la fois si féminine et si philippine.

Napkil, citée dans Aguilar 1988 : 29; traduction libre

Ce thème de la *Filipina* « ambiguë » a pendant longtemps fait les beaux jours des poètes, historiens et journalistes philippins. La parution, en 1977, de *Involvement by Choice. The Role of Women in Development*, un rapport basé sur une enquête d'envergure réalisée par Jeanne F. Illo, rattachée à l'Institute of Philippine Culture, auprès de paysannes de la région de Bicol, marqua une rupture dans le discours constitutif de l'identité de la femme philippine. La sociologie ayant détrôné la religion et la poésie dans la formulation des identités, Illo invita à la constitution d'un savoir scientifique sur les femmes :

3. Cette recherche a été pensée à l'origine comme une recherche-action. Comme si la magie du trait d'union allait tout régler. Il existe une réflexion intéressante en recherche féministe sur la complexité de ce trait d'union. Cela déborde le cadre de cet article. Je précise tout simplement que les circonstances m'ont fait emprunter une autre route.

La femme philippine a été louangée, tant par les hommes que par les femmes, pour le rôle important et décisif qu'elle joue dans la famille, au travail et dans la communauté. Comparée à sa sœur d'Asie, d'Europe ou d'Amérique, elle s'en tire généralement mieux qu'elle dans les évaluations internationales. Pourtant, plus d'une déclaration ronflante à son sujet s'appuie sur les stéréotypes développés au cours des ans, plutôt que sur des informations empiriques claires tirées de vastes enquêtes scientifiques.

Illo 1977 : 1 ; traduction libre

La voie était alors tracée pour que se multiplient les études empiriques⁴ et que surgisse du même coup une nouvelle *Filipina* objectivée dans le discours des sciences sociales. À la fin des années 1980, Jeanne Illo entreprit une autre enquête auprès des femmes de la région de Bicol, site d'un important projet d'irrigation (Illo 1988). De nombreuses études analysèrent ainsi l'impact des projets de développement sur les paysannes, dont celles de Nanette Garcia-Dungo (1989) et d'Amaryllis Tigla-Torres (1989).

Au terme de ces recherches qui ont nourri l'approche « IFD », qu'est devenu le sujet-femme aux Philippines ? Il a d'une part été dépouillé de certains de ses attributs : la *Filipina* est redescendue sur terre, moins ambiguë, clairement désavantagée dans la sphère publique. Son statut de travailleuse et ses contributions à l'économie commencent à être reconnus. Plus important encore, le développement des recherches sociologiques a mené à la constitution d'un nouveau savoir sur les femmes des Philippines qui donne à la *Filipina* une nouvelle visibilité, une vérité établie. Cette vérité se construit désormais au fil des discours sur l'identité de la femme philippine qui sont produits dans les institutions de recherche et de développement par des chercheuses professionnelles. Ces discours sont légitimés par le statut de ces dernières, par leur position au sein d'institutions universitaires, par le financement que leur accordent les grands organismes de développement et par la reconnaissance qu'elles reçoivent des institutions gouvernementales⁵.

Selon notre analyse, ces discours sur l'« IFD » se constituent progressivement en dispositif, au sens où ils tracent ce que Deleuze appelle des lignes d'énonciation (Deleuze 1989 : 186). En effet, depuis les recherches d'Illo et de ses collègues, il n'est plus possible de parler des femmes et du développement aux Philippines sans aborder la division du travail et des responsabilités, le partage des décisions dans la famille, la participation aux activités sociales. Mais s'il inclut ces thèmes incontournables, ce cadre a aussi pour effet d'exclure. Ainsi la violence domestique, l'exploitation des paysans par les grands propriétaires, les problèmes d'organisation de la paysannerie, la répression militaire et la guerre, qui sont des réalités quotidiennes dans n'importe quel village des Philippines, ne figurent pas au sommaire des rapports de recherche. C'est dans l'*Ordre du discours*.

4. Parmi ces études, citons G. Castillo (1976), A. M. Gonzalez et M. R. Hollsteiner (1976), I. Rojas Aleta et al. (1977), J. F. Illo (1977; 1988), V. A. Miralao (1980), A. Tigla-Torres (1989) et N. Garcia-Dungo (1989).

5. Je signale que la recherche réalisée auprès des femmes de Bicol par Jeanne Illo en 1988 sert aujourd'hui de base aux sessions de formation dispensées par l'ACDI aux Philippines sur la question des rapports femmes-hommes dans le développement.

À l'issue de ce processus, la *Filipina* n'a pas beaucoup gagné en autonomie, mais elle est certainement devenue plus *administrable*, mieux adaptée aux opérations d'un développement planifié. Cette « intégration des femmes au développement », préparée par leur objectivation dans les sciences sociales, est d'ailleurs un objectif avoué de toutes ces recherches :

Le but de cette étude est de tracer le profil du statut de la femme dans le développement du pays. [...] L'étude s'appuie sur l'*Ébauche de questionnaire pour décrire le statut de la femme dans le développement dans les pays d'Asie* préparée par USAID. L'objectif du profil est d'aider les planificateurs de programmes à déterminer des stratégies, à fournir des orientations et à identifier des secteurs pouvant faire l'objet d'une intervention gouvernementale ou privée visant l'intégration des femmes au développement.

Aleta et al. 1977 : 1 ; traduction libre

Les effets du discours sur l'intégration des femmes au développement ne se limitent pas à l'*objectivation* des femmes. Le dispositif possède la double caractéristique d'objectiver et d'assujettir en même temps, c'est-à-dire de faire des femmes à la fois les objets et les sujets du développement. Et qui dit « sujet » dit non seulement assujettissement, mais aussi mobilisation :

L'intégration et la mobilisation des femmes dans les efforts de développement exigent qu'elles soient politiquement conscientes, actives et responsables. Elles devraient aussi être plus productives au niveau économique et plus engagées dans des activités sociales — deux domaines où elles accusent un retard face aux hommes.

Gonzalez et Hollnsteiner 1976 : 37 ; traduction libre

Par un curieux retournement des choses, la démarche de recherche qui visait à déconstruire les mythes et à retrouver la *vraie Filipina* sur la base de données concrètes aboutit à l'objectivation de celle-ci et à sa naissance comme catégorie du développement. Pourtant dans notre culture scientifique, la recherche et la connaissance sont la voie royale de l'émancipation; elles ne peuvent qu'être bénéfiques. Une grande partie de la recherche féministe des dernières vingt-cinq années repose sur cette prémisse : en analysant scientifiquement la situation des femmes, nous contribuons à leur libération personnelle et politique. Or, je suis en train d'avancer ici l'hypothèse que le savoir, y compris le savoir féministe produit dans le champ « femmes et développement », dessine peut-être au contraire les figures d'une nouvelle forme de gestion sociale des femmes, d'assujettissement.

Grâce à ces études et recherches, on élargit le nombre de catégories, de problèmes et de clientèles assujettis aux politiques de développement et rattachés aux institutions économiques et politiques qui en bénéficient. En effet, ce ne sont pas les femmes des Philippines qui ont commandé les recherches, fourni les théories et les concepts, proposé les méthodes, embauché les chercheuses ou financé les projets. C'est le ministère de l'Éducation du gouvernement Marcos; c'est l'Institute of Philippine Culture dont les penchants pour la sociologie américaine et les bons rapports avec les technocrates au pouvoir sous la Loi martiale peuvent être considérés pour le moins suspects (Aguilar 1988 : 70); c'est la Fondation Ford ou la section

« Femmes et développement » de l'Agence américaine pour le développement international. Il est d'ailleurs intéressant de noter que plusieurs des études réalisées dans le cadre du projet de l'intégration des femmes au développement ne font que réorganiser des données existantes pour le bénéfice des institutions de développement. C'est le cas de plusieurs études philippines citées précédemment (Castillo 1975; Gonzalez et Hollnsteiner 1976; Aleta et al. 1980). Ces études n'étudient rien; elles traduisent dans les termes du développement ce qui est déjà connu (Mueller 1987 : 87).

Qu'on me comprenne bien : mon objectif n'est pas ici de faire campagne contre les chercheuses philippines, mais de souligner l'organisation sociale du travail discursif qui fait en sorte que des recherches destinées à exprimer les besoins de la femme philippine sont en fait structurées de façon à répondre aux besoins des organismes de développement, plaçant les professionnelles de la recherche dans une position paradoxale par rapport aux lignes de force du dispositif du développement.

Bien sûr, la *Filipina* ne s'épuise pas comme sujet dans les propos des sociologues œuvrant dans ce dispositif. Une partie d'elle constamment s'en échappe, ou plutôt se constitue dans l'interstice, dans la marge. Mais cette résistance se heurte à des barrières bien tangibles : le nouveau savoir féministe en matière de développement s'articule à des institutions et à des pratiques grâce auxquelles ses effets de pouvoir sont décuplés.

Les rouages concrets de l'intégration des femmes au développement

Le déploiement des chercheuses universitaires sur le terrain ne s'est pas produit dans un vacuum institutionnel. Dès 1975, le gouvernement Marcos créa la Commission des femmes. Cet événement marqua un tournant : il inaugurerait une période qui verra un ensemble hétérogène de discours et de pratiques s'articuler, sinon carrément s'incorporer, à l'État et aux organismes internationaux, étendant l'emprise du dispositif de développement jusqu'aux groupes de femmes les plus marginaux et les plus radicaux du pays. Les effets de ce virage commencent à peine à être analysés.

Aux Philippines, l'accueil fait à la Commission des femmes dirigée par Imelda Marcos fut plutôt froid. *Too Little, Too Late*, affirment les féministes du Philippine Women's Research Collective (Salinas et Liamzon 1985) dans le bilan qu'elles firent de la Commission des femmes en 1985. Si, du point de vue des progrès réalisés par les femmes en matière de participation à la vie politique et économique du pays, le bilan est sans contredit très mince, il n'en demeure pas moins que le rôle de la Commission a été important du point de vue de la gestion sociale des femmes, de leur définition, de leur intégration aux processus et aux structures dominantes du développement. Ainsi, on estime que trois millions de femmes ont été mobilisées dans les *Balikatan sa Kaunlaran* (BSK ou « Côte à côte dans le développement »), des micro-projets de développement destinés aux femmes (Salinas et Liamzon 1985 : 21; NCRFW 1985 : 15).

Mais c'est la victoire surprise de Corazon Aquino aux élections présidentielles de 1986 qui mit véritablement en marche la Commission des femmes : les « filles de Cory », comme on les a appelées, la plupart proches du groupe féministe *Filipina*, investissent la Commission. En 1989, cette dernière publia son *Philippine Development Plan for Women*, un plan audacieux qui visait tout autant les projets d'infrastructure et la technologie que l'emploi et les services sociaux, et qui n'épargnait aucun des secteurs de l'économie, ni aucune des structures du gouvernement.

Le travail de la Commission ne s'arrêta pas avec le Plan. On s'activait dans tous les domaines : réorientation du processus de planification gouvernementale (analyse des systèmes, désignation de femmes au sein des structures, analyse des rapports de genre et réorientation des programmes) ; création de systèmes de collecte de données selon les sexes ; formation des cadres de la Commission et des structures de planification économique de l'État ; et, finalement, élaboration d'un *Country Program for Women* (CPW), un ensemble de projets concrets soumis aux organismes d'aide au développement. Le bilan de toutes ces initiatives reste à faire. Mais leur seule existence annonce que l'intégration des femmes au développement a débordé le terrain de l'énonçable pour investir celui du visible.

L'« IFD » se présente bel et bien comme une « machine à faire dire et à faire voir », selon l'expression de Deleuze (1989 : 187), une machine⁶ qui est en voie de renouveler le dispositif du développement aux Philippines. Depuis 1975, nous avons assisté à une réinterprétation du discours traditionnel ; la *Filipina* ambiguë est progressivement devenue mère et nourrice, travailleuse, paysanne pauvre, soutien de famille ou bénéficiaire, c'est-à-dire qu'on l'a de plus en plus définie dans les termes du développement. Les lieux mêmes de production et de diffusion de l'identité de la femme philippine se sont déplacés : après avoir été imaginée par les poètes, les curés et les politiciens, la *Filipina* est maintenant pensée à partir des institutions universitaires et des organismes de développement. Et grâce au dispositif du développement, la visibilité des femmes se concrétise par une mobilisation de diverses ressources et une gestion de leurs besoins et de leurs préoccupations au sein de l'État et des structures économiques, politiques et même militaires. Le Plan est en ce sens exemplaire, car il incorporait dans le discours du développement des problèmes qui y avaient échappé jusqu'alors : la violence envers les femmes, leur présence dans les médias, etc. Ce faisant, il déplaçait ces problèmes en dehors de l'arène de la lutte (Mueller 1987 : 79) et les construisait de façon à ce que leur solution passe par les programmes de développement ; il fit ainsi passer les femmes et leurs organisations dans le champ d'application du dispositif.

Ce processus ne se réalise pas uniquement du haut vers le bas, des centres du pouvoir vers les groupes militants. Les lignes de force qui articulent les divers éléments du dispositif de développement — engendrant ses effets de pouvoir — ne se concentrent pas tout entières dans l'État. Elles se tissent aussi à la base, dans les petites collectivités, dans les rapports qui relient les femmes à leurs maris, à leurs conseillers en agriculture ou à leurs expertes en intégration des femmes au développement.

6. Le terme « machine » peut sembler nous ramener vers un modèle fermé, totalisant. Ce n'est pas le cas chez Deleuze. Ses machines sont ouvertes, elles fuient.

Le projet SHIELD : une *Filipina* imaginée au Canada

Le projet SHIELD⁷ (*Sustained Health Improvement through Expanded Livelihood Development*) nous offre une version intéressante de l'intégration des femmes au développement au niveau local. SHIELD est un projet de développement communautaire dont les interventions visent à la fois les soins de santé et les difficultés socio-économiques. Il concerne une centaine de villages de Mindanao et bénéficie d'une subvention de 3,5 millions de dollars de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), dont un montant de un million de dollars destiné à l'Université de Calgary (Canada), pour l'administration du projet⁸. Au moment de son lancement officiel en 1988, SHIELD pouvait déjà compter sur une solide tradition. Élaboré et supervisé par l'Institute of Primary Health Care (IPHC), une institution affiliée au Davao Medical School Foundation (DMSF)⁹ de Davao City, le projet prenait la relève de deux expériences antérieures en santé communautaire. Sur le terrain, SHIELD déploya 45 responsables, dont la majorité sont des femmes chargées de la mise en œuvre quotidienne du projet : elles visitent les villages, encadrent le travail bénévole accompli par des « promotrices de santé », insèrent ces dernières dans des « cercles de qualité », la structure de base de SHIELD, et veillent à la bonne marche des projets socio-économiques. Dans le jargon de l'ACDI, SHIELD appartient à la catégorie II, c'est-à-dire qu'il est ouvert aux participants des deux sexes, mais on y encourage particulièrement la participation des femmes et on prévoit qu'elles seront les premières à tirer bénéfice du projet.

Les statistiques disponibles (SHIELD 1990a) confirment que les femmes ont activement participé à SHIELD. La quasi-totalité des « promotrices de santé » qui constituaient le noyau de départ de SHIELD sont des femmes; les femmes dominent largement dans les « cercles de qualité » (73 %), et elles constituent la majorité des bénéficiaires du crédit accordé par SHIELD (66 %).

Ces participantes affirment sans hésitation que le projet leur procure des bénéfices : elles ont acquis des connaissances en matière d'hygiène, de nutrition, de vaccination; elles peuvent prodiguer des conseils de santé pour des problèmes courants (diarrhée, toux, etc.) et distribuer des médicaments de base. Elles ont gagné de l'assurance, se sentent valorisées, utiles à leur famille et à leur communauté. La participation des femmes à SHIELD est toutefois bien contrôlée : elles n'interviennent qu'après une définition minutieuse des tâches de planification, de mise en œuvre, de surveillance et d'évaluation du projet. Dans ce contexte, participer ne

-
7. Cette analyse se base sur des données recueillies lors d'une enquête que j'ai menée dans trois villages choisis par les responsables de SHIELD. Elle a été réalisée grâce à la collaboration des membres du personnel du Women Studies and Research Center et du Community-Based Health Services de Davao City à Mindanao, et d'un chercheur québécois, Robert Majzels.
 8. Ce montant nous semble très élevé pour administrer un projet qui est entre les mains d'une institution philippine très solide, qui consacre elle-même 40% des fonds à l'administration et à l'évaluation du projet. C'est à se demander qui, des communautés ou des institutions, se développera dans ce projet de développement.
 9. Le Davao Medical School Foundation (DMSF) a été créé par un consortium d'institutions (universités, hôpitaux, etc.) et financé par le milieu des affaires de Davao.

veut pas nécessairement dire bénéficiaire. Les discours et les pratiques de SHIELD produisent sur le terrain des effets pour le moins contradictoires.

SHIELD et la productivité du discours

SHIELD utilise et même constitue un discours scientifique spécialisé qui obéit aux règles de tout discours : il faut, pour le parler, appartenir aux institutions qui le véhiculent et détenir les qualifications de la profession : être une spécialiste de l'ACDI, ou appartenir à la technocratie philippine du développement. SHIELD est en effet un texte élaboré ; il comporte : une description générale ; une stratégie ; une description détaillée des tâches, depuis la gestion du projet jusqu'à l'évaluation, sans oublier la formation du personnel, l'information, etc. ; un cadre logique comprenant la liste des objectifs, les activités prévues, les résultats quantitatifs attendus, les moyens de vérification et les conditions requises à chaque étape ; un échancier prévoyant les activités et les objectifs de chaque trimestre pendant cinq ans ; un organigramme ; une grille d'évaluation (SHIELD 1988a). Lire le texte de SHIELD, c'est comme lire le Code civil ou le Code criminel. On y a tout prévu jusque dans les moindres détails, on a normalisé tous les comportements, structuré l'ensemble des activités du projet, défini d'avance la nature et l'ampleur des résultats. Avant même de commencer, SHIELD a énoncé la réalité du développement communautaire. Il a tracé un couloir long et étroit à l'intérieur duquel les participantes devront circuler, devront même se penser.

Les multiples catégories qui émaillent le discours de SHIELD sont cruciales dans ce processus. Ainsi, la vie des paysannes se définit maintenant en relation à SHIELD : elles sont participantes ou non au projet. Participantes, leur vie de paysanne éclate dans la nouvelle réalité du développement : elles se découvrent « promotrices de santé », bénéficiaires, utilisatrices de contraceptifs, femmes enceintes ou encore nourrices. L'appartenance à une catégorie est décisive : elle détermine la nature et l'importance des interventions de développement auxquelles une femme sera soumise ou qu'elle pourra imposer à d'autres. Promotrice de santé, elle aura accès aux « cercles de qualité », participera aux sessions de formation, fréquentera les politiciens de la région et bénéficiera d'un programme de crédit pour lancer des activités socio-économiques. Bénéficiaire, elle n'aura que le privilège des conseils de sa « promotrice de santé » ; de plus, elle sera l'objet d'une surveillance serrée : on évaluera ses talents de ménagère, on pèsera et mesurera ses enfants. Non-participante, elle se verra attribuer diverses identités, allant de simple élément passif de la communauté à sympathisante de la guérilla. À travers cet étiquetage, le discours se fait producteur de structure sociale. Geof Wood (1985), un chercheur qui a analysé cette pratique au Bangladesh, écrit :

Si nous insistons sur la catégorisation, c'est pour mettre à jour les processus de contrôle, de régulation et de gestion qui échappent généralement aux acteurs eux-mêmes. Nous avons la conviction que la signification de la catégorisation a été sous-estimée dans l'étude des discours, particulièrement son impact structurel (par le biais de la création, du renforcement et de la reproduction) sur les institutions et leurs idéologies, à partir desquelles nous sommes administrés.

Wood 1985 : 347 ; traduction libre

Le problème n'est pas tant celui de la réalité de la catégorisation — tout processus social en comporte — que celui de sa nature et de son articulation aux rapports de pouvoir. Le type d'étiquette produit par le développement n'est pas contingent. Ce sont des étiquettes marquées du sceau de la rationalité, de la technique, de l'efficacité (Wood 1985 : 353). Dans le cas qui nous occupe, leur multiplication a pour effet principal de désorganiser les paysannes, de les couper de leur histoire collective et de les réorganiser selon des catégories et des rapports qui leur échappent. C'est même là, selon Wood, une condition pour accéder aux ressources du développement (Wood 1985 : 357).

La catégorisation n'est pas la seule méthode de gestion utilisée dans SHIELD. Le projet inclut toute une série de procédures de contrôle, véritable appareillage pour mesurer sinon l'intégration des femmes au développement, du moins la gestion du sous-développement. Ainsi, à l'entrée de chaque village, on trouve un grand tableau (il doit bien faire deux mètres de hauteur sur trois mètres de largeur) sur lequel chaque famille participant au projet (c'est-à-dire recevant des visites à domicile de « promotrices de santé ») est représentée à l'aide d'un dessin de maisonnette. Au bas de chaque maisonnette, des couleurs vives étalent aux yeux de tous le bilan de santé de la famille, réalisé à partir de six indicateurs : nutrition, vaccination, eau potable, installations sanitaires, santé maternelle et planning familial. Une colonne rouge indique qu'il y a danger : les enfants de telle famille ne grandissent pas ; tel autre ménage ne pratique pas la planification des naissances ; un autre n'a pas d'installations sanitaires. Ces tableaux mesurent essentiellement le travail domestique des femmes et leur fécondité. Et les tableaux ne sont qu'une des nombreuses procédures de contrôle : il y a encore les visites à domicile des bénévoles de la santé, les fiches de croissance des enfants, les fiches de santé familiale et les visites du personnel de SHIELD.

Ces quelques exemples permettent de voir en quoi SHIELD est un discours, un discours producteur. Les techniques disciplinaires de SHIELD constituent un véritable biopouvoir — un thème développé par Michel Foucault —, un pouvoir qui s'exerce à partir des corps qu'on scrute, qu'on mesure, qu'on contrôle. Ce pouvoir se nourrit de savoir médical et sociologique et nécessite le recours à des fonctionnaires et à des spécialistes dont les interventions ont pour effet d'objectiver la femme philippine, de fragmenter son identité et de la reconstituer en sujet adapté au développement. Et si le discours de SHIELD possède ce pouvoir producteur, c'est qu'il s'articule à des institutions et à des pratiques qui lui donnent vie.

Les cercles de qualité ou la vie rêvée

Le cercle de qualité constitue le concept central de l'organisation de SHIELD. Pour accéder au financement promis par SHIELD, les bénéficiaires doivent passer par l'étape de l'organisation en cercles, baptisés « cercles de qualité de vie » pour la circonstance. En 1990, quelque 200 cercles avaient été mis sur pied dans le cadre de SHIELD. Les membres des cercles reçoivent une longue formation dispensée par les responsables locaux de SHIELD. Les sessions portent sur l'analyse des problèmes, l'art de présenter ses problèmes à la direction, la planification d'un projet

socio-économique, la comptabilité d'une micro-entreprise, autant de concepts empruntés au monde des affaires. Les techniques de motivation sont tout à fait révélatrices.

Une femme engagée dans le projet — nous l'appellerons madame Leonida — nous a raconté comment elle et ses compagnes avaient été invitées à construire une échelle décrivant leur situation actuelle et les étapes qu'il leur faudrait franchir pour atteindre les objectifs ultimes qu'elles fixent pour leur famille. Madame Leonida nous a montré son échelle : au premier échelon, sa famille est pauvre, sans terre, sans projets d'avenir. Au deuxième échelon, elle loue un lopin de terre, mais manque toujours d'argent pour l'éducation des enfants. Ensuite, la famille possède un hectare de terre et une petite maison. Les choses continuent de s'améliorer et la ferme occupe cinq hectares à l'échelon cinq. Au sommet de l'échelle, les enfants sont tous à l'école, la famille aide son entourage et emploie des domestiques.

L'échelle de Madame Leonida, comme celle de toutes les femmes interviewées, ressemblait étrangement à celle qu'on propose dans le manuel de formation de SHIELD. (Dans ce cas, la dernière étape n'offre rien de moins qu'un joli bungalow et une voiture familiale !). SHIELD ici se fait bâtisseur de rêves, rêves en couleur de libre entreprise.

Le mécanisme de financement retenu dans SHIELD accentue cette tendance. L'Institute of Primary Health Care (IPHC) a rejeté la méthode traditionnelle du prêt et a opté pour un autre concept emprunté au monde des affaires : le capital-risques. Cette formule implique que deux partenaires investissent dans un projet et en partagent les risques et les profits, proportionnellement à leur investissement. Ainsi, pour obtenir un prêt de l'IPHC, les bénéficiaires doivent apporter une contribution au projet; elles doivent ensuite verser une partie de leurs profits dans un fonds spécial tant qu'elles n'ont pas remboursé leur emprunt. En construisant la notion de responsabilité dans le mécanisme de crédit lui-même, les administratrices du projet visaient à développer une véritable discipline d'entrepreneur; elles visaient en même temps à créer un fonds de développement social à l'usage de la communauté, une source de financement autonome capable éventuellement de se substituer à SHIELD et de prendre la relève pour des activités de santé et de développement.

On peut aisément concevoir qu'en pensant cercle de qualité ou capital-risques, la paysanne ne pense pas réforme agraire ou organisation politique. Coupée de sa tradition de lutte et détachée de sa communauté, la femme inscrite dans SHIELD se fragmente et se reconstitue à partir d'un imaginaire centré sur l'individu et la famille nucléaire, nourri de chimères économiques. Comme sujet, elle devient vulnérable aux projets économiques de l'élite des Philippines ou des technocrates des multinationales. Elle se fait agente au sein du dispositif du développement.

Mais s'il se veut totalisant, SHIELD n'en laisse pas moins voir des fissures importantes. SHIELD s'émiette quand apparaît le gouffre entre le rêve construit lors de la réunion du « cercle » et les chiffres de la formule mensuelle relatant l'état des revenus; quand le discours sur l'amélioration de l'état de santé contredit celui des chiffres désastreux recueillis par la « promotrice » au cours de son enquête;

quand l'intégration des femmes au développement signifie qu'elles travaillent gratuitement 20 heures par semaine. Et la résistance prend forme de diverses manières, par exemple dans l'obstination et l'énergie des femmes à ne pas comprendre les concepts, à ne pas rembourser les prêts consentis. Il y a résistance aussi quand elles inventent des statistiques pour les grands tableaux de santé afin d'échapper à l'œil inquisiteur des diverses équipes d'évaluation ou tout simplement pour gagner du temps. Les tableaux imaginés deviennent des outils leur permettant d'obtenir les fonds dont elles ont cruellement besoin dans une vie qui ne suit pas les règles du « développement ».

Le projet DIWATA et l'approche « genre et développement » : penser dans les termes du dispositif

Bien sûr, le type d'intégration des femmes au développement que préconisent les responsables de SHIELD a été critiqué. À travers le réseau *Development Alternatives with Women for a New Era* (DAWN), par exemple, des femmes du Sud ont lutté pour que soit privilégié un modèle de développement axé sur la satisfaction des besoins des femmes du Tiers-Monde¹⁰. Au sein des organismes de développement du Nord, des femmes ont tenté d'utiliser cette analyse pour réorienter les efforts de développement. Cette critique a fini par se cristalliser dans l'approche dite « genre et développement » (GeD). L'analyse sous l'angle du genre permet-elle d'échapper aux lignes de force du dispositif ? Rien n'est moins sûr. Aux Philippines, l'approche GeD s'est concrétisée dans le projet DIWATA (*Development Initiatives for Women and Transformative Action*), un projet de développement des ressources humaines financé par le « volet femmes » de l'ACDI aux Philippines. Si intéressant soit-il, le projet DIWATA ne manque pas de contradictions lui non plus.

DIWATA est formé de deux réseaux, soit le Groupe des Dix, constitué principalement de groupes de femmes, et WAND, formé de groupes de femmes et d'organismes non gouvernementaux (ONG) de développement auprès des femmes. Le projet DIWATA vise les objectifs suivants : 1) soutenir des projets innovateurs favorisant l'équité dans les rapports entre les sexes ; 2) favoriser le développement de politiques, de programmes et de services pour les femmes ; 3) encourager le développement et la consolidation des organisations de femmes et favoriser la création de réseaux entre ces organisations et d'autres groupes d'intérêts (DIWATA 1990 : 3). Le projet DIWATA s'est engagé à accorder une attention particulière aux femmes salariées, aux femmes des minorités culturelles, aux femmes paysannes et aux femmes du secteur informel. Depuis sa mise en place en 1990, le projet DIWATA a financé toute une série de projets, dont un bon nombre de projets d'éducation basés sur l'approche GeD. Si les femmes des Philippines se réjouissent, et avec raison, de la formation reçue grâce au projet DIWATA, certaines d'entre elles s'inquiètent cependant de ce qui les attend sur cette scène où elles évoluent en compagnie d'une agence étrangère de développement.

10. Voir G. Sen et C. Grown (1987).

En effet, pour obtenir des fonds de l'ACDI, il a fallu que le projet DIWATA entre dans l'*Ordre du discours*. Dans une allocution prononcée en novembre 1988 lors des premiers contacts entre l'ACDI et les groupes de femmes philippines, Lucia Pavia Ticzon, une chercheuse du Women Resource and Research Center, un centre de recherche féministe de Manille, participant au projet, et qui agissait alors comme consultante pour l'ACDI, déclarait :

Le développement des ressources humaines (DRH) mise sur l'individu dans le processus de développement, avec un accent particulier sur son esprit [sa créativité, ses attitudes, ses connaissances et son apprentissage] et sur l'environnement nécessaire à un tel développement mental [politique, social, économique, éducatif].

Le DRH est un processus et il est de ce fait ouvert et dépendant du contexte où il se produit [les changements sont eux-mêmes des objectifs et des résultats, des moyens aussi bien que des fins].

Le DRH est multidimensionnel et il affecte simultanément les individus, les groupes et les institutions.

Les composantes essentielles du DRH sont l'éducation [formelle, non formelle, informelle; le transfert de technologies; la formation reliée à l'emploi ou à la tâche; le développement institutionnel ou organisationnel; les communications [modifier les attitudes, organiser et mobiliser les gens dans le développement].

Le DRH implique des changements fondamentaux résultant d'une surveillance et d'une évaluation constante du but et du processus.

Ticzon 1989 : 65; traduction libre

Arrêtons-nous un peu à cette définition. Elle nous apprend que les programmes de développement des ressources humaines (DRH) consistent à centrer le processus de développement sur l'individu défini comme une subjectivité située dans un environnement précis. C'est donc dire que l'ACDI ne se contente pas de construire des ponts ou de creuser des puits : l'ACDI crée des subjectivités. C'est là l'essence même des programmes de développement des ressources humaines dont s'enorgueillit l'organisme. Ces programmes nécessitent des moyens importants, que la définition ci-dessus énumère : éducation, transfert technologique, formation technique, développement institutionnel ou organisationnel et mobilisation des sujets dans le développement. Le projet DIWATA, un programme de DRH s'adressant aux femmes, devrait produire des sujets-femmes et les mobiliser dans le développement. La définition inclut également les procédures obligées de tout programme de production de sujets humains : le processus devra être soigneusement surveillé et évalué. Le projet DIWATA ouvre donc une nouvelle phase dans la production des sujets, une phase porteuse de nouveaux discours et de nouvelles procédures.

Cette association avec l'ACDI a donc amené les femmes des Philippines à penser dans les termes du développement. À partir de 1989 apparaissent des textes allant en ce sens. L'un d'eux, *Women, Development and Aid*, résultat des consultations menées par le Groupe des Dix, reformule l'orientation de la fraction dite radicale du mouvement philippin des femmes et tente de définir le développement de telle sorte qu'il s'harmonise avec les besoins des femmes et avec les objectifs de la lutte sociale et politique aux Philippines (Ticzon 1989 : 6). Le réseau WAND, quant

à lui, se situe d'emblée sur le terrain du développement dans son *Policy Input Paper on Women in Development*.

Si les négociations avec l'ACDI ont poussé les groupes à penser en termes de développement, la mise en place du projet DIWATA Inc. a renforcé cette exigence. Virginia Yap, une des premières coordonnatrices du projet DIWATA, commente :

Au début, je pensais que le rapport final [le rapport préparé par le Groupe des Dix] allait passer tel quel. Mais ce ne fut pas le cas. Le texte définitif a été produit par une consultante de l'ACDI et deux représentantes des réseaux. Donc, une fois notre rapport terminé, il a fallu s'engager dans une autre démarche, avec une consultante de l'ACDI, pour que le tout s'harmonise au langage et à la bureaucratie de l'ACDI. Donc le langage a changé. C'est le changement le plus important.

Si on compare les deux textes, le langage... c'est différent... C'est très efficace maintenant. [...] Cette démarche a été très exigeante et les femmes y ont consacré énormément de temps et d'efforts. Mais tout cela a disparu des textes maintenant. Cela donne à peu près ceci : « En adoptant une démarche de participation, deux réseaux de femmes, etc. » [...] De fait, ce qui est absent du texte de DIWATA, c'est le coût et la valeur du travail investi par les femmes dans ce projet, un travail que nous n'avons pas fait pour l'ACDI. [...] Tout ceci a été perdu. Aussi ce texte n'est-il que la description d'un mécanisme de financement et de gestion.¹¹

Karina Constantino-David donne un exemple concret du glissement sémantique réalisé dans le projet DIWATA : « Là où nous avons écrit "des projets remettant en question la domination masculine", l'ACDI a insisté pour écrire "des projets qui remettront en question la structure et la culture de l'inégalité des sexes". »¹² En d'autres mots, en s'incorporant dans le projet DIWATA, le discours des groupes a subi un déplacement marqué du sceau de l'efficacité et de la bonne entente entre les sexes.

Mais le plus déroutant dans tout cela, insiste Virginia Yap, c'est que le texte d'entente de DIWATA n'est pas tout à fait un texte de l'ACDI : « Et cette consultante a bel et bien écrit cela en collaboration avec les représentantes de DIWATA. Donc on ne peut pas dire que c'est un texte de l'ACDI. C'est embêtant ! »¹³

Le projet DIWATA finira par être synonyme de l'approche genre et développement (GeD); de nombreux projets s'y réfèrent et les textes sur l'analyse genre et développement circulent dans tout le réseau. Cette approche connaît actuellement une telle vogue qu'il m'apparaît important d'en mesurer la portée.

Quelques questions sur le genre et le développement

C'est à Kate Young, de l'Institute of Development Studies (Sussex), que nous devons cette reformulation du rapport femmes et développement. On la définit ainsi :

11. Entrevue avec Virginia Yap, le 4 mai 1990.

12. Entrevue avec Karina Constantino-David, le 16 mai 1990.

13. Entrevue avec Virginia Yap.

L'approche GeD [...], en plus de chercher à intégrer les femmes au développement, explore le potentiel des initiatives de développement pour transformer les relations sociales et les rapports de genre et donner plus de pouvoir aux femmes. L'approche GeD vise à long terme un partenariat égal entre les femmes et les hommes dans la définition et l'orientation de leur avenir collectif.

CCCI, MATCH et AQOCI 1991 : 6; traduction libre

L'approche GeD¹⁴ se situe en marge des courants dominants du dispositif du développement. Bâtie sur les ruines de l'« IFD », elle vise l'autonomie des femmes dans un effort pour éviter leur récupération dans le dispositif du développement. Elle milite en faveur d'un développement qui bénéficie à la majorité des hommes et des femmes, dans une redéfinition des rapports de pouvoir entre les sexes, les nations et les classes.

On est en droit de penser que cette approche produira des résistances à divers niveaux. Aux Philippines, par exemple, les sessions de formation préparées par les groupes de femmes peuvent avoir comme effet d'accroître l'autonomie et le pouvoir des femmes au sein des ONG et des mouvements populaires, imposant une réorientation des programmes pour qu'ils servent les intérêts des femmes pauvres. De la même manière, les projets des organisations de travailleuses ou de paysannes auront peut-être pour effet d'accroître la présence des femmes des classes populaires au sein du mouvement féministe, provoquant en quelque sorte une ouverture; en effet, l'affirmation des paysannes et des ouvrières ébranle l'unité présumée d'un certain sujet-femme¹⁵.

Ceci dit, le discours GeD produit des effets plus problématiques. Il propose d'abord une vision réductrice et économiste du sexe et du genre : le sexe est donné et binaire — la nature est présumée hétérosexuelle — et le genre, binaire mais construit, prend sa source dans la division du travail. En s'abstenant de tout questionnement quant à la nature du sujet sexuel et à la binarité du système de genre, l'approche GeD contribue à perpétuer une vision hétérosexiste et économiste de la différence sexuelle¹⁶.

Le caractère holistique du discours GeD, souvent présenté comme une de ses principales forces, fait aussi problème. Tout comme le marxisme — la parenté est évidente —, l'approche GeD prétend rendre compte de la totalité du réel dans une tentative pour en arriver à une meilleure solution aux problèmes des femmes et du développement. Cette vision, qui prend comme point de départ l'expérience des femmes afin de mieux comprendre l'ensemble de la situation, porte en elle l'illusion de la vérité. Comme le développement n'est jamais vraiment remis en cause dans l'approche GeD — on présume que le « bon » développement est possible — la

14. Pour un exposé de l'approche GED, voir Young (1988), Moser (1991) et CCCI, Match et AQOCI (1991).

15. Ce thème de la résistance est à peine évoqué ici. L'enquête menée aux Philippines ne m'a pas permis d'aller plus loin. Il aurait fallu pour cela passer beaucoup plus de temps sur le terrain; et apprendre la langue. La résistance des femmes ne se saisit pas aisément.

16. Un grand nombre d'ouvrages ont abordé cette question. Citons entre autres Foucault (1976), Irigaray (1977), Kristeva (1974) et Butler (1990).

« vérité » du développement se conjugue à la « vérité » des femmes, ouvrant la porte à l'émergence d'un nouveau dogme féministe dans le développement. La multiplication des manuels de formation¹⁷ destinés à diffuser l'approche GeD à travers le monde est en ce sens des plus inquiétantes. En même temps qu'elle témoigne de la volonté féministe de défendre les intérêts des femmes dans le développement, elle met sur le marché, essentiellement à partir des ONG du Nord, des discours et des procédures qui se présentent parés de toute la légitimité du discours féministe et de celui du développement équitable et durable, de leur sujet par excellence, les « femmes pauvres du Tiers-Monde »¹⁸.

Dans ses fondements philosophiques, l'approche GeD pose les mêmes difficultés que toutes les approches humanistes totalisantes. Elle préserve l'illusion d'un sujet antérieur au discours qui le constitue, sujet porteur de la vérité émancipatoire, sujet à libérer. L'approche GeD exclut la possibilité d'analyser comment ce sujet est construit dans les dispositifs du développement et du féminisme.

Quand on la combine aux procédures mises en place dans le projet DIWATA, il semble que l'approche GeD contribue de plus en plus à produire elle aussi un sujet-femme adapté au développement. Le savoir féministe s'articule ainsi à des institutions et à des pratiques pour se constituer en véritable dispositif de savoir/pouvoir.

La machine DIWATA

Aujourd'hui, DIWATA parle la langue de l'intégration des femmes au développement : description de projet, stratégie, cadre d'analyse logique, échéancier de remise des rapports, plan de surveillance, de révision et d'évaluation, conformément aux manuels déjà utilisés dans d'autres projets de développement, celui de SHIELD notamment. La contribution des femmes est ainsi inscrite dans des grilles qui reconstruisent la réalité par le texte, modifiant d'autant les pratiques qui viendront s'y articuler au cours de la mise en œuvre du projet.

En s'intégrant au développement, les femmes de DIWATA ont dû se soumettre à de nombreuses procédures. DIWATA a dû revoir les lignes directrices de l'attribution des projets et réviser son manuel d'opération¹⁹ pour le rendre conforme à l'entente signée avec l'ACDI. DIWATA a dû aussi se doter de mécanismes de surveillance : à l'image de l'ACDI, le secrétariat de DIWATA exige maintenant des rapports trimestriels des groupes ayant bénéficié de son appui financier.

17. Voir à ce sujet le manuel publié conjointement par le CCCI, l'AQOCI et Match (1991).

18. Dans un colloque sur l'Afrique tenu à l'Université du Québec à Montréal en mai 1992, une conférencière du Burkina Faso a expliqué comment son organisme de recherche avait adopté l'approche GeD après qu'une ONG canadienne lui eut offert des ressources et du financement pour ce faire.

19. Ce manuel contient 49 pages de procédures définissant les rôles et responsabilités des participantes à DIWATA en ce qui concerne la soumission, l'appréciation, l'approbation, le financement, la surveillance et l'évaluation des projets, sans oublier le système de rapports et le contrôle comptable (DIWATA, 1991d : 1).

La consolidation de DIWATA comme centre administratif constitue un autre élément de son enracinement dans le champ du développement. DIWATA a été invité par l'ACDI à professionnaliser son travail et, pour ce faire, à centraliser certaines opérations. En avril 1991, la direction de DIWATA a donc embauché une firme privée, Pacific Pioneers Information and Research Inc., pour informatiser tout son système d'évaluation et de surveillance des projets, son système de rapports et sa gestion, et pour former le personnel de DIWATA dans ces nouvelles tâches, particulièrement la collecte des données et l'organisation des statistiques. DIWATA a aussi mis au point un manuel de politiques administratives.

Une interprétation possible serait que ces mesures visant à professionnaliser le travail de DIWATA renforceront le mouvement des femmes. Il faudrait pour cela attribuer aux procédures de contrôle une neutralité absolue. Mais est-ce vraiment le cas ? Les grilles et les procédures diverses organisant les éléments constitutifs des projets de développement ne sont-ils pas plutôt de puissants outils servant à intégrer le savoir et l'expérience des femmes dans les pratiques de pouvoir du dispositif de développement ? (Mueller 1986 : 37). En ce sens, le projet DIWATA est peut-être en train de donner naissance à ce que certaines ont appelé « les fémocrates », ces personnalités féminines qui parlent au nom du mouvement des femmes sur la base de leur expertise et non de leur engagement. Ces femmes, à l'origine des militantes engagées, finissent par créer des bureaucraties intermédiaires qui compromettent l'autonomie des « femmes de la base » (De Vera 1992 : 16).

Quand ces « fémocrates » ont recueilli leurs données et produit leurs analyses, quand elles ont nommé les problèmes des paysannes, des travailleuses du secteur informel, des femmes chefs de famille, quand elles ont formulé les politiques et les projets pouvant résoudre ces problèmes, leur savoir a supplanté celui des femmes de la base, avec la conséquence inévitable que la lutte féministe cède le pas à la gestion des besoins des femmes par les institutions de développement.

L'approche GeD n'empêche donc pas la progression du dispositif. L'ACDI n'est d'ailleurs pas la seule institution à en avoir découvert les vertus. La Banque mondiale, par exemple, est entrée dans la course, organisant un séminaire sur l'analyse de genre à Washington à l'automne 1991. C'est encore la Banque mondiale qui, par l'intermédiaire de l'une des théoriciennes de l'approche GeD d'ailleurs, Caroline Moser, s'est adressée au Center for Women's Resources (CWR), une institution de recherche féministe de Manille, pour réaliser une enquête sur les effets des politiques d'ajustement structurel sur les femmes. Le CWR a participé à la recherche : qui peut se permettre de manquer une pareille occasion ? Mais tout en participant à l'enquête, les femmes du CWR se sont demandé à plus d'une reprise si elles n'étaient pas en train de permettre à la Banque mondiale de mieux gérer son ajustement structurel ; si elles n'étaient pas en train de prouver qu'en matière de gestion des femmes dans le développement, l'approche GeD s'avère supérieure à l'« IFD »²⁰.

20. Informations fournies par Carol Añonuevo, directrice du CWR, lors d'une rencontre à Montréal en juin 1992.

Le danger est d'autant plus réel que, de plus en plus d'ONG et d'organisations de femmes des pays du Tiers-Monde tendent à se transformer en canaux grâce auxquels le développement étend son emprise sur de nouvelles clientèles et de nouveaux problèmes. Là où les coûts deviennent trop élevés, là où la machine gouvernementale n'entre pas, on appelle les ONG et les groupes de femmes à la rescousse : souples, liés aux populations, disposant d'un personnel dynamique capable de mobiliser des énergies bénévoles — ces organisations comptent dans leurs rangs plus d'une militante recyclée —, ils prennent le relais de l'État, s'ajustent à son discours et se constituent en pôle privé de la gestion sociale des femmes²¹. C'est de plus en plus le cas aux Philippines, où les ONG sont vus comme un complément aux structures étatiques dans l'administration de l'aide étrangère. Dans ce contexte, il est difficile d'imaginer que l'introduction d'une analyse de genre puisse se traduire par un affaiblissement du dispositif de développement et qu'elle contribuera à l'autonomie des femmes.

Conclusion

Le concept de dispositif, emprunté à Michel Foucault et lu à la façon de Gilles Deleuze, m'a permis d'analyser le développement sous l'angle de sa productivité : le développement produit des discours et met en œuvre des pratiques qui sont organisés en fonction de rapports de pouvoir et ont de ce fait des effets très réels. Constitué à l'intersection du savoir et du pouvoir, le développement produit des sujets qu'il organise et mobilise dans un contexte historique donné et selon des procédures particulières. Véritable machine à faire dire et à faire voir, le dispositif se renouvelle continuellement par l'incorporation de nouveaux discours, problèmes et pratiques. Ces dernières années, la machine s'est mise à parler et à voir au féminin. L'intégration des femmes au développement a donc produit un effet contradictoire dans la mesure où la mobilisation des femmes s'est souvent faite au prix de leur assujettissement à un dispositif de savoir/pouvoir, laissant présager de nouvelles formes de gestion sociale des femmes précisément là où devaient naître de nouvelles formes d'autonomie. Mouvement d'affirmation politique des femmes, le féminisme prend à son tour l'allure d'un dispositif.

Cette production de sujets est loin d'être l'apanage du seul champ « femmes et développement ». Elle caractérise ce que Robert Castel (1981) appelle l'ordre postdisciplinaire :

Il ne s'agit plus seulement, même s'il s'agit encore, de maintenir l'ordre psychologique ou social en corrigeant ses déviations, mais de construire un monde psychologique ou social ordonné en travaillant le matériel humain : non seulement réparer ou parer à des déficiences, mais programmer l'efficience. Tel serait l'ordre postdisciplinaire qui ne passerait plus par l'imposition des contraintes, mais par l'aménagement et le management du facteur humain en fonction des figures nouvelles sous lesquelles se présente la nécessité sociale.

Castel 1981 : 210

21. Cette idée est développée par Robert Castel dans *La gestion des risques* (1981), une étude de la mise en place d'un dispositif de santé mentale en France.

Cette vision est-elle trop pessimiste ? Exclut-elle la résistance et la mobilisation politique des sujets ? Les sujets produits dans SHIELD et dans DIWATA sont-ils des sujets assujettis ? Ne sont-ils que cela ? Pas nécessairement, ou du moins pas toujours. Chez Foucault, les résistances sont « l'autre terme dans les relations de pouvoir; elles s'y inscrivent comme l'irréductible vis-à-vis » (Foucault 1976 : 127). Parce que les pratiques de développement sont multiples et changeantes, parce que les discours du développement sont parfois contradictoires, parce que le développement suppose des rapports de pouvoir complexes que les experts ne contrôlent pas, la paysanne engagée dans SHIELD n'est jamais la paysanne rêvée dans le discours de SHIELD. Ma recherche a fourni des indices de cette résistance. Les effets de pouvoir ne sont pas toujours prévisibles et le sujet — individuel ou collectif — produit dans le dispositif s'engage parfois sur une ligne de fuite et se constitue en *soi* :

[...] Là encore, une ligne de subjectivation est un processus, une production de subjectivité dans un dispositif : elle doit se faire pour autant que le dispositif le laisse ou le rend possible. C'est une ligne de fuite. Elle échappe aux lignes précédentes, elle s'en échappe. Le Soi n'est ni un Savoir, ni un Pouvoir. C'est un processus d'individuation qui porte sur des groupes ou des personnes, et se soustrait des rapports de forces établis comme des savoirs constitués : une sorte de plus-value. Il n'est pas sûr que tout dispositif en comporte.

[...] Et partout des mélanges à démêler : des productions de subjectivité s'échappent des pouvoirs et des savoirs d'un dispositif pour se réinvestir dans ceux d'un autre, sous d'autres formes à naître.

Deleuze 1989 : 188

Les femmes réelles débordent sans cesse des discours, elles échappent partiellement au dispositif. Le développement est producteur, mais pas au point de produire la coïncidence de l'énonçable et du visible. Dans l'interstice, le sujet-femme émerge et résiste parfois au développement.

Références

- AGUILAR D., 1988. *The Feminist Challenge*. Manille. Asian Social Institute et World Association for Christian Communication.
- ALETA I. R. et al., 1977, *A Profile of Filipino Women. Their Status and Role*. Manille : Philippine Business for Social Progress.
- BRUYÈRE-RIEDER V., 1986, « Le développement de l'ordre » : 113-130, in G. Rist et F. Sabelli (dir.), *Il était une fois le développement*. Lausanne, Éditions d'en bas.
- BUTLER J., 1990. *Gender Trouble. Feminism and the Subversion of Identity*. New York : Routledge.
- CASTEL R., 1981. *La gestion des risques*. Paris. Éditions de Minuit.
- CASTILLO G., 1976, *The Filipina Woman as Manpower : The Image and the Empirical Reality*. Laguna, University of the Philippines.
- CCCI, MATCH et AQOCI, 1991. *Un autre genre de développement. Guide pratique sur les rapports femmes-hommes dans le développement*. Ottawa.

- CONSTANTINO-DAVID K., 1989, *The Philippine Development Plan for Women : Conception, Birth and Infancy*. Texte ronéotypé d'une conférence donnée au Asia-Pacific Development Center, Kuala-Lumpur, Malaisie.
- DELEUZE G., 1986, *Foucault*. Paris, Éditions de Minuit.
- , 1989, « Qu'est-ce qu'un dispositif » : 186-193, in *Michel Foucault philosophe*. Rencontre internationale, 9-11 janvier 1988. Paris, Éditions du Seuil.
- DE VERA A. F., 1992, « The Women's Movement in the '90s : Problems and Promises », *Laya*, 1,1 : 6-18.
- DIWATA INC., 1990, *The DIWATA Project. The Philippines Management Plan*. Manille, février.
- , 1991a, *The WID NGO Umbrella Project. The Philippines Management Plan*. 734-16070, Manille, mars.
- , 1991b, *Highlights of DIWATA PSC Meeting, July 3, July 22, August 19*.
- , 1991c, *Semi Annual Report, April 1 to September 31*.
- , 1991d, *DIWATA Project Operations Manual 1990-1991*.
- , 1992, *Minutes of the DIWATA PSC Meetings, January 9*.
- ESCOBAR A., 1987, *Power and Visibility : The Invention and Management of Development in the Third World*. Berkeley, University of California. Thèse de doctorat.
- FOUCAULT M., 1971, *L'ordre du discours*. Paris, Gallimard.
- , 1976, *Histoire de la sexualité, vol. 1. La volonté de savoir*. Paris, Gallimard.
- GARCIA-DUNGO N., 1989, *Post-Crisis Developments in the Sugar Haciendas and the Participation of Women in the Labor Force : the Case of Negros*. Quezon City : College of Social Sciences and Philosophy, University of the Philippines.
- GONZALEZ A. M. et M. R. HOLLNSTEINER, 1976, *Filipino Women as Partners of Men in Progress and Development : A Survey of Empirical Data and a Statement of Basic Goals Fostering Male-Female Partnership*. Quezon City, Institute of Philippine Culture, Ateneo de Manila University.
- ILLO J. F., 1977, *Involvement by Choice. The Role of Women in Development*. Quezon City, Institute of Philippine Culture, Ateneo de Manila University.
- , 1988, *Irrigation in the Philippines : Impact on Women and their Households. The Aslong Project Case*. Quezon City, Institute of Philippine Culture, Ateneo de Manila University.
- IRIGARAY L., 1974, *Speculum. De l'autre femme*. Paris, Éditions de Minuit.
- , 1977, *Ce sexe qui n'en est pas un*. Paris, Éditions de Minuit.
- KRISTEVA J., 1974a, *La révolution du langage poétique*. Paris, Éditions du Seuil.
- , 1974b, « La femme, ce n'est jamais ça », *Tel Quel*, 59 : 19-24.
- LATOUCHE S., 1988, « Contribution à l'histoire du développement » : 41-60, in C. Coquery-Vidrovitch, D. Nemery et J. Piel (dir.), *Pour une histoire du développement. États, sociétés, développement*. Paris, L'Harmattan.
- MIRALAO V., 1980, *Women and Men in Development : Findings from a Pilot Study*. Quezon City, Institute of Philippine Culture, Ateneo de Manila University.

- MOSER C. O. N., 1991. « Gender Planning in the Third World : Meeting Practical and Strategic Needs » : 83-121, in R. Grant et K. Newland (dir.), *Gender and International Relations*. Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press.
- MUELLER A., 1986. « The Bureaucratization of Feminist Knowledge : The Case of Women in Development », *Documentation pour la recherche féministe*, 15, 1 : 36-38.
- NATIONAL COMMISSION ON WOMEN, 1989, *Philippine Development Plan for Women, 1989-1992*. Manille.
- PERROT D., 1986. « Passager clandestin et indispensable du discours : le présupposé » : 91-111, in G. Rist et F. Sabelli (dir.), *Il était une fois le développement*. Lausanne, Éditions d'en bas.
- SALINAS A. et T. LIAMZON, 1985, *Too Little. Too Late. An Alternative Report on Government Initiatives for Women*. Philippine Women's Research Collective, Pamphlet Series n° 1, Manille.
- SANTOS MARANAN A. F., 1989, « Women and Development in the Philippines : an Overview », in A. Tiglao-torres (dir.), *The Filipino Women in Focus*. Bangkok, Unesco.
- SEN G. et C. GROWN, 1987, *Development, Crisis, and Alternative Visions*. New York, Monthly Review Press, New Feminist Library.
- SHIELD, 1988a, *SHIELD Project*.
- . 1988b, *Group Formation Manual*.
- . 1990a, *SHIELD Project Year III, First Quarter Report*. April 1-June 30. V. Antopina et M. Kerr. I.P.H.C. et University of Calgary.
- . 1990b, *Davao Health Development Project at Year Two, 1989-1990*. J. Jacob, University of Calgary.
- . 1991, *Annual Workplan for SHIELD, April 1 1991 to March 31 1992*. M. Antopina et M. Kerr, 21 mars.
- . 1991b, *Mid Term Report*. M. Antopina et M. Kerr, 23 mai.
- ST-HILAIRE C., 1995, *Quand le développement s'intéresse aux femmes. Le cas des Philippines*. Paris, L'Harmattan.
- TICZON L. P., 1989, *Group of Ten. Women, Aid and Development*. Communication présentée à l'ACDI, Manille.
- TIGLAO-TORRES A., 1989, *Women's Participation in Countryside Development. Gender Analysis of Rural Development Programs*. Quezon City, Center for Integrative and Development Studies, University of the Philippines.
- WOOD G., 1985. « The Politics of Development Policy Labelling », *Development and Change*, 16 : 347-373.
- YOUNG K., 1988, *Gender and Development : A Relational Approach*. Sussex, Institute of Development Studies (Texte ronéotypé).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

*La production d'un sujet-femme adapté au développement.
Le cas de la recherche féministe aux Philippines*

Depuis les années 1970, on assiste aux Philippines à une véritable prolifération des discours sur les femmes et le développement. En même temps, les rouages administratifs de l'intégration des femmes au développement apparaissent : Commission des femmes, Plan de développement pour les femmes, autant de canaux par lesquels les luttes des femmes s'inscrivent dans une dynamique de gestion. En s'appuyant sur l'étude de deux projets financés par le Canada, cet article analyse un effet imprévisible de la production de discours sur l'intégration des femmes au développement : la constitution d'un domaine de savoir/pouvoir et, en corollaire, l'apparition d'une nouvelle tendance, celle de la gestion sociale des femmes dans le dispositif du développement.

Mots clés : St-Hilaire, féminisme, femmes et développement, savoir/pouvoir, Foucault, Philippines

*The Production of an Identity : Problematizing Feminist Research on Women
and Development in the Philippines*

Since the 1970s, the Philippines experienced a proliferation of discourses on women and development. At the same time, an administrative machinery for the integration of women in development has appeared : a Women's Commission, a Development Plan for Women, a plethora of structures, which together have been channelling women's struggles into a dynamic of management. Based on a study of two projects funded by Canada, this article analyzes an unexpected effect of such production of discourses on women and development : the emergence of a field of knowledge/power which opens the way to a new trend, the social management of women within the mechanism (*dispositif*) of development.

Key words : St-Hilaire, feminism , women and development, knowledge/power, Foucault, Philippines

Colette St-Hilaire
Département de sociologie
Collège Édouard-Montpetit
945, chemin de Chambly
Longueuil (Qc)
J4H 3M6